

Question écrite n°2282 - Sujet : Pratiques douteuses d'adoption d'enfants

Auteur(s) : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée

Destinataire(s) : Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration; Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice

Date limite de réponse à la question : 01-03-2008

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
01-02-2008	Dépôt de la question	Document écrit de la question
03-03-2008	Réponse écrite de Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration	Document écrit de la réponse



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

01 FEV. 2008

Q 2282

Monsieur Lucien WEILER
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 1^{er} février 2008

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de la Justice concernant certaines pratiques douteuses d'adoption d'enfants.

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe vient d'adopter une Recommandation (n°1828) dans laquelle elle donne libre cours à ses inquiétudes concernant la disparition de nouveaux-nés dans certains pays de l'Est aux fins d'adoption. Elle constate que dans certains pays, l'enfant fait de plus en plus l'objet d'un véritable marché régi par l'argent.

Dans sa Recommandation, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a vivement condamné la pratique de plus en plus courante de l'utilisation de circuits parallèles et de trafic ainsi que tout le commerce et les pressions psychologiques ou économiques qu'ils entraînent. Ces pratiques auraient été favorisées par l'ouverture des frontières à l'Est qui a vu de nombreuses femmes enceintes originaires de ces pays se rendre dans les pays européens pour y accoucher et donner leur enfant en adoption. Par ailleurs, l'Assemblée cite dans sa recommandation précitée des événements qui se seraient déroulés dans plusieurs pays où des nouveaux nés ont disparus après leur naissance et où les autorités faisaient croire à leur parents que l'enfant était né mort, alors qu'il était vendu et emmené à l'étranger. Dans ce contexte, l'Assemblée a rappelé la nécessité de mettre en place un cadre législatif commun à tous les pays afin d'éviter l'instauration de disparités qui seraient contraires à l'intérêt des enfants.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le gouvernement a-t-il connaissance de ces pratiques condamnables ?
- Dans l'affirmative, le Luxembourg est-il concerné par celles-ci ? Y a-t-il au Luxembourg des adoptions d'enfants originaires des pays de l'Est ? Quelles sont les garanties dont disposent les parents que ces adoptions aient été faites en respectant les droits de l'enfant et en toute légalité ?

- En tout état de cause, quelles sont les mesures que le gouvernement a d'ores et déjà prises respectivement entend prendre afin de lutter contre les adoptions illégales ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Nancy Arendt
Députée

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nancy Arendt', written in a cursive style.

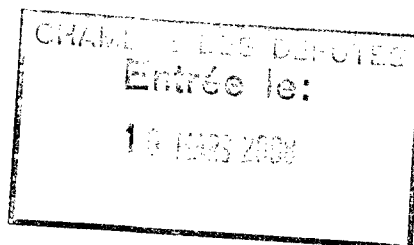


LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 5 mars 2008

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg



Personne en charge du dossier:
Nicole Sontag-Hirsch
☎ 2 47 - 82952

Réf.: 2007 - 2008 / 2282 - 02

Objet: Réponse à la question parlementaire n° 2282 du 1^{er} février 2008
de Madame la Députée Nancy Kemp-Arendt.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe **la réponse de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration** à la question parlementaire sous objet, concernant les pratiques douteuses en matière d'adoption d'enfants.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

La Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement

Octavie Modert



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Famille et de l'intégration

Luxembourg, le 3 mars 2008

Le Directeur du Service Central de Législation	
SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION	
Objet:	INCL:
Entré le:	11/03/2008
Clé:	10011
Extrait par:	
Copie à:	

Madame Octavie MODERT
Secrétaire d'Etat aux Relations avec le
Parlement
Service Central de Législation
43 boulevard F.-D. Roosevelt

L-2450 Luxembourg

n/réf : 2008/6392/PJ/mz

Madame la Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe la réponse du Ministère de la Famille et de l'Intégration à la question parlementaire n° 2282 du 1^{er} février 2008 de Madame la Députée Nancy Kemp-Arendt, en vous priant de bien vouloir assurer la transmission à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Madame la Secrétaire d'Etat, l'expression de mes sentiments très distingués.

La Ministre de la Famille et de l'Intégration,

Marie-Josée JACOBS

**Réponse de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à la
question parlementaire n° 2282 du 1^{er} février 2008 de l'honorable députée
Madame Nancy KEMP-ARENDT**

Le seul pays de l'est avec lequel le Luxembourg entretient des relations dans le domaine de l'adoption est l'Ukraine. En 2006 et en 2007, à chaque fois 1 enfant originaire de l'Ukraine a été adopté par des résidents au Luxembourg. Actuellement 6 dossiers d'adoption pour l'Ukraine sont en instance d'instruction.

Toutes les adoptions concernant des mineurs originaires de l'Ukraine sont encadrées au Luxembourg par le service d'adoption de la Croix-Rouge Luxembourgeoise qui dispose de l'agrément du Ministère de la Famille et de l'Intégration, Autorité centrale en matière d'adoption, pour servir d'intermédiaire pour l'adoption d'un mineur, et en Ukraine par le Centre d'adoption et de protection des droits de l'enfant auprès du Ministère de la Famille, de la Jeunesse et des Sports.

Après l'évaluation positive des candidats à l'adoption, le service d'adoption de la Croix-Rouge Luxembourgeoise transmet le dossier des candidats à l'adoption au Centre d'adoption et de protection des droits de l'enfant en Ukraine qui procède à l'attribution d'un enfant et invite les candidats à l'adoption via le service d'adoption de la Croix-Rouge Luxembourgeoise à se rendre en Ukraine en vue de prendre connaissance du dossier de l'enfant attribué.

En cas d'accord des futurs parents adoptifs, un jugement d'adoption plénière est prononcé en Ukraine.

Le ministère de la Famille et de l'Intégration n'a pas connaissance de femmes enceintes originaires de pays de l'Est venant au Luxembourg pour accoucher et donner leur enfant en adoption.

Dans le cas d'un accouchement anonyme, la Croix-Rouge Luxembourgeoise est nommée administrateur public et entame, le cas échéant, la procédure en vue de donner l'enfant en adoption.